

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [95] (2007)
Heft: 1514

Artikel: Femme présidente : l'Inde aussi
Autor: Dussault, Andrée-Marie / Patil, Pratibha
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-283165>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Femme présidente: l'Inde aussi

A l'instar de la Suisse, l'Inde peut désormais se targuer d'être présidée par une femme. En effet, depuis le 25 juillet, Pratibha Patil, 72 ans, avocate de formation, originaire de l'Etat du Maharashtra est devenue la présidente de la plus grande démocratie du monde. Elle est aussi la première femme à assumer la plus haute fonction du pays depuis son indépendance.

Andrée-Marie Dussault

Candidate du parti du Congrès, soutenue par Sonia Gandhi, la cheffe de la coalition au pouvoir, Pratibha Patil a largement gagné les élections contre son principal rival, Bhairon Singh Shekhawat, vice-président sortant. Malgré l'écart significatif entre les deux candidats, Mme Patil ayant récolté 638'116 voix sur un total de 969'422, la campagne présidentielle n'a pour autant pas été de tout repos. En effet, si la scène politique indienne est habituellement agressive et exubérante, cette campagne présidentielle a, selon les politologues, atteint des sommets de virulence.

Scandales en cascade

Et Pratibha Patil n'a pas échappé à la curée. Les scandales la concernant, qu'ils soient avérés ou prétendus, ont éclaté dès l'annonce de sa candidature au poste suprême le 14 juin, et ils n'ont cessé de faire la une des journaux jusqu'au 19 juillet, jour de son élection triomphante. Ses principaux et infatigables détracteurs se comptent surtout parmi les membres du parti Bharatiya Janata Party (BJP), le parti ultra-nationaliste hindou.

Parmi les accusations les plus graves qui ont éclaboussé Pratibha Patil figure au premier plan une sombre affaire de meurtre. Rajni Patil, professeure de Marathi dans un collège de Jalgaon, ville natale de la présidente, et veuve d'un membre du parti du Congrès a fait beaucoup de bruit dans les médias, avec le soutien logistique d'une coalition des partis de l'opposition menée par le BJP, pour dénoncer l'implication de Pratibha Patil dans le meurtre de son époux. La présidente aurait en effet couvert l'assassin qui ne serait autre que son propre frère.

Ensuite a éclaté une histoire de mauvaise gestion d'une coopérative bancaire créée en 1973 par Pratibha Patil et contrôlée par sa famille. Cette coopérative de micro-crédits avait pour but d'aider les femmes de peu de moyens et leur permettre de s'émanciper. Ladite banque se serait vu retirer sa licence en 2003 par la Reserve Bank of India à cause d'«irrégularités financières» et la nouvelle présidente est actuellement inculpée, en compagnie de trente autres personnes pour mauvaise gestion et appropriations douteuses. La Bombay High Court statuera prochainement sur ces cas.

Pratibha Patil a par ailleurs été mise en cause dans une affaire de mauvais paiement. Une usine de canne à sucre, dont elle est un des membres fondateurs, a été pointée du doigt pour ne pas avoir remboursé complètement un prêt de 175 millions de roupies (près de 50 millions de francs suisses). Après plusieurs rappels, l'usine a été fermée par la banque. Cependant, l'actuel ministre national de l'Agriculture, Sharad Pawar a volé au secours de la candidate de l'alliance au pouvoir, arguant qu'aucune poursuite n'avait été intentée contre elle dans le cadre de cette affaire. En effet, soixante-quatorze usines ont reçu des commandements de payer similaires en décembre 2006 et la plupart d'entre elles n'ont pu honorer leurs dettes, car une sécheresse persistante cette année-là, avait grièvement affecté l'industrie de la canne à sucre.

Pratibha Patil a encore été impliquée dans une autre affaire financière, le «scandale de la polytechnique». Selon le quotidien Economic Times, la Shrama Sadhna Trust, un fonds charitable basé à Bombay et géré par Pratibha Patil, est accusé d'avoir siphonné des fonds pour une valeur de 41.6 millions de roupies indiennes.



En outre, Pratibha Patil a été critiquée dans la presse pour des propos tenus en 1975, lorsqu'elle était ministre de la santé de l'Etat du Maharashtra. Elle aurait déclaré, à cette époque, être en faveur de la stérilisation obligatoire des personnes victimes de maladies héréditaires. Pour couronner le tout, la candidate à la présidence a choqué les musulmans, le 17 juin dernier, lors d'un discours adressé à un groupe de Rajputs (habitants du Rajasthan de religion hindouiste), en donnant son interprétation de la purdah. Elle a affirmé à cette occasion que cette pratique, qui consiste à cloîtrer et voiler les femmes, avait été introduite en Inde afin de protéger les Indiennes des envahisseurs musulmans. Enfin, en affirmant récemment dialoguer avec les esprits, Pratibha Patil s'est attiré moqueries et quolibets.

Et la gagnante est...

Mais au regard des dossiers criminels et des poursuites judiciaires qui concernent plus de la moitié des parlementaires indiens, les griefs à l'encontre de Pratibha Patil sont peu de chose. En dépit de l'acharnement médiatique à son égard, la candidate soutenue par Sonia Gandhi l'a emporté haut la main. Pourtant, rien ne prédisposait cette fille de fonctionnaire née dans une petite ville du Maharashtra à devenir la première citoyenne du pays. Elle a débuté sa carrière politique en 1967 et a tenu des portefeuilles ministériels au Maharashtra dans les secteurs du tourisme, de la santé publique, des affaires sociales et de la culture. En 2004, elle était élue première femme gouverneure du Rajasthan d'où son mari est originaire. Tout au long de sa carrière politique, Pratibha Patil n'a jamais perdu une élection. La plus importante n'aura pas été une exception.

Une Dalit au pouvoir

Une autre figure féminine a connu récemment une victoire importante en Inde. A 51 ans, Mayawati Kumari, célibataire, est devenue la nouvelle première ministre du plus grand des Etats indiens. Pour la quatrième fois, l'Uttar Pradesh (UP), peuplé de plus de 160 millions de citoyens, sera dirigé par la figure emblématique de la communauté Dalit (terme qui désigne en langage politiquement correct ceux communément appelés « Intouchables » en Occident).

En 1995, à 39 ans, Mayawati Kumari, surnommée Behenji (sœur) par des millions d'admirateurs/trices, a été non seulement la plus jeune femme politique à devenir première ministre de l'UP, mais aussi la première femme de caste inférieure à occuper un poste aussi important. A cette époque, le gouvernement qu'elle dirigeait n'avait pas duré quatre mois, mais ce poste avait signé le début de son ascension. Deux ans plus tard, elle fut réélue à la tête d'une coalition formée avec le Bharatiya Janata Party (BJP), qui dura six mois. En 2002, sa participation au gouvernement se prolongea durant près d'un an et demi.

Connue pour ses prises de positions agressives envers les castes supérieures, son langage coloré et ses fêtes d'anniversaire ostentatoires où elle défile parée de diamants, Mayawati Kumari, qui est mystérieusement devenue multimillionnaire, a parcouru du chemin depuis l'époque où elle était institutrice à Delhi.

Depuis ses débuts, Mayawati Kumari sillonne le terrain à vélo pour séduire les membres des basses castes, évitant les médias qu'elle considère comme des instruments au service des puissants. Mais sa récente élection, inattendue et fulgurante, a été gagnée grâce aux nombreux votes de la communauté musulmane et celle des brahmanes pauvres, exaspérés par le pouvoir en place et auxquels elle a promis plus de justice sociale. Grâce à cet électorat bigarré, Mayawati Kumari s'est assuré une majorité absolue et pourra vraisemblablement terminer son mandat de cinq ans. La Dalit multimillionnaire ne cache pas ses ambitions : après avoir gouverné le plus peuplé des Etats indiens, elle rêve de devenir la Première ministre de la plus grande démocratie du monde.